Le Plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida constitue l'engagement le plus important annoncé par un pays quelconque pour une initiative internationale de santé consacrée à une seule maladie : un plan quinquennal de 15 milliards de dollars visant par de multiples approches à combattre le sida dans plus de 120 pays du monde.

*Département d'État des États-Unis*

*Agence des États-Unis pour le développement international*

*Ministère de la défense des États-Unis*

*Ministère du commerce des États-Unis*

*Ministère du travail des États-Unis*

*Ministère de la santé et des services sociaux des États-Unis*

*Corps de la paix*

**Coordonnées :**

**SA-29, 2nd Floor**
**2201 C Street, N.W.**
**Washington, D.C. 20522-2920**
**www.pepfar.gov**

# Interventions critiques: La pérennité

Pour gagner la guerre mondiale contre le VIH et le sida, il faut que chaque pays livre bataille. La clé de voûte du plan présidentiel d'aide d'urgence à la lutte contre le sida consiste à appuyer l'adoption de stratégies nationales visant à atteindre des objectifs précis en matière de prévention, de traitement et de soins tout en renforçant la capacité des pays de construire des réseaux durables dans ce domaine. Beaucoup de pays aux ressources restreintes se heurtent à un tronc commun d'obstacles à l'élargissement et au maintien de services, dont l'insuffisance des ressources et de la capacité humaines, le caractère limité de la capacité institutionnelle et les faiblesses des systèmes de soins de santé, à commencer par l'infrastructure matérielle. Dans un grand nombre des quinze pays visés par le plan d'urgence, jusqu'à 40 % de la population n'ont pas accès aux soins de santé du secteur structuré. Le plan d'urgence comporte des mesures destinées à encourager la pérennité. Ainsi veille-t-il :

- à renforcer les ressources et la capacité humaines par le biais de moyens novateurs de former et de garder les agents de santé aussi bien que par l'encouragement du bénévolat et du jumelage ;

- à consolider les systèmes de soins de santé en appuyant les réseaux sanitaires, l'infrastructure et l'assurance de la qualité à l'échelon local ;

- à bâtir la capacité institutionnelle en donnant aux organisations communautaires et confessionnelles, à l'échelon local, de même qu'aux gouvernements nationaux, les moyens de répondre aux besoins de leurs citoyens.

Les exemples ci-après, retenus parmi tant d'autres, illustrent la façon dont le plan d'urgence appuie les stratégies nationales et œuvre en liaison avec les pays d'accueil à la mise en place d'une réponse durable à la pandémie de VIH/sida.

## Améliorer la gestion de l'information au Malawi

Au Malawi, le gouvernement des États-Unis appuie un partenariat pour la santé, surnommé le partenariat Baobab, qui vise à créer et à mettre à l'essai un système d'information de la clientèle pour l'organisation MACRO (Malawi Aids Counseling and Resource Organization). Cette dernière est le plus gros fournisseur de services de conseils et de dépistage du Malawi, puisqu'environ 50.000 personnes chaque année y ont recours. Le système d'information en question, accessible au moyen d'un écran tactile, vise à garantir que les renseignements que recueille MACRO auprès de ses clients sont fiables, complets et à jour. Auparavant, le personnel consignait ces informations sur un questionnaire de deux pages.

**Le gouvernement des États-Unis œuvre avec plus de 80 % de partenaires autochtones à instaurer des services durables qui soient liés au VIH/sida…**

**Une infirmière à l'un des sites de l'Organisation de conseils et de ressources sur le sida du Malawi entre des données informatiques sur un patient à l'aide d'un écran tactile.**

Grâce aux informations fiables, complètes et récentes dont elle dispose, l'organisation MACRO est en mesure de surveiller la prestation des

services, de comprendre le profil des clients et de prévoir le réapprovisionnement des fournitures, tests de dépistage du VIH y compris.

## Renforcer la capacité du Kenya en matière de traitement antirétroviral

Les lacunes de l'industrie pharmaceutique et des laboratoires du Kenya limitaient l'élargissement de l'accès aux traitements antirétroviraux. Le programme « Rational Pharmaceutical Management Plus » décida de remédier à cette situation en commençant par évaluer les facteurs du succès de cette thérapie, avec le soutien financier du gouvernement

**Des techniciens de laboratoire pratiquent des tests de dépistage rapide du VIH.**

des États-Unis. Forts de l'appui de ces deux intervenants, le gouvernement du Kenya et ses partenaires locaux ont mis sur pied un programme de traitement aux antirétroviraux dans quatre établissements de la ville de Mombasa. Ils ont formé le personnel en conséquence et instauré une procédure de gestion des médicaments. Maintenant, Mombasa a les moyens d'élargir ce programme de traitement à d'autres provinces du Kenya.

## Former le personnel au dépistage rapide du sida

Soucieux de satisfaire la demande d'un personnel bien formé et capable de pratiquer des tests de dépistage rapide du sida, le gouvernement des États-Unis a créé une trousse de formation en liaison avec l'Organisation mondiale de la santé. Cette trousse comprend une vidéocassette/DVD, un jeu de diapositives, un guide à l'intention du formateur et un manuel réservé aux participants. Toutes ces ressources sont disponibles en anglais, et elles seront traduites en espagnol, en français et en portugais. Elles sont conçues de manière à pouvoir être facilement adaptées aux besoins précis de chaque pays.

## La formation améliore la prévention des infections en milieu hospitalier

La prévention des infections est une composante essentielle de la qualité des soins qui sont dispensés en milieu hospitalier. Le

**Des infirmières de l'hôpital public de médecine thoracique jouent un rôle de premier plan dans les efforts qui sont déployés en vue de prévenir les infections hospitalières.**

gouvernement des États-Unis et l'hôpital public de médecine thoracique (GHTM) - le plus grand centre de soins du pays contre le sida -, situé dans l'État du Tamil-Nadu en Inde, mènent une action commune dans ce domaine depuis septembre 2002. Le gouvernement des États-Unis attache une importance capitale à la formation. Les activités entreprises à ce titre ont permis non seulement d'impartir au personnel médical des compétences fondamentales, mais aussi de faire reculer les infections hospitalières et d'autonomiser le personnel infirmier. Avec l'appui des États-Unis, le GHTM a créé un comité de prévention des infections, ce qui a contribué à changer la mentalité du personnel face à la lutte contre les infections.

Le GHTM s'attaque maintenant à la question de la salubrité de l'approvisionnement en eau. Il vaccine son personnel contre l'hépatite B, améliore la ventilation pour réduire le risque de tuberculose, veille à stocker suffisamment de gants et applique des mesures de prophylaxie postexposition en vue de prévenir la transmission accidentelle du VIH, par piqûres d'aiguille par exemple.

**" Nous voulons contribuer à la construction et à l'équipement d'hôpitaux et de dispensaires. En d'autres termes, nous voulons voir une infrastructure en place. Une partie des fonds sera consacrée à l'infrastructure... Peu nous importe aux États-Unis si les médicaments antirétroviraux, qu'on trouve dans les grandes villes, sont ensuite acheminés à bicyclette ou en cyclomoteur : nous ferons ce qui doit être fait. L'une des difficultés auxquelles nous nous heurtons, c'est d'aider les pays pauvres à absorber l'aide et la compassion de l'Amérique. C'est un défi que nous devons relever. "**

**Le président George Bush, le 23 juin 2004**

**Le Plan d'urgence du président George Bush** en matière de lutte contre le sida, qui œuvre dans 15 des pays les plus touchés par la pandémie de sida et ailleurs dans le monde, vise à concrétiser l'engagement du peuple des États-Unis d'appuyer le traitement de 2 millions de séropositifs, de soutenir la prévention de 7 millions de nouvelles infections et de contribuer aux soins donnés à 10 millions de séropositifs et d'orphelins du sida.